



Note sur le Séminaire conjoint AFC-AFRISTAT-CEMAC Douala, 19-23 Juin 2023

Le Séminaire sur la conjoncture au premier semestre 2023 et les prévisions macroéconomiques à court terme dans les Etats membres de la CEMAC, en RD Congo, au Burundi, aux Comores, à Sao Tomé et Príncipe, à Djibouti et à Madagascar, organisé conjointement par la Commission de la CEMAC, la Direction Générale d'AFRISTAT et AFRITAC Centre, s'est tenu du 19 au 23 juin 2023 à Douala au Cameroun.

La réunion initialement prévue uniquement en présentiel, s'est tenue en version hybride, suite au retard enregistré par la Commission de la CEMAC pour la mise en route des participants de ses pays membres. M. Serge Edi – Directeur général adjoint d'AFRISTAT, M. Djimtoingar Nadjiounoum – Directeur des études économiques de la Commission de la CEMAC, et M. Severin Yves Kamgna – Conseiller en gestion macrobudgétaire d'AFRITAC Centre en ont assuré l'animation.

Les pays étaient représentés par des participants respectivement en charge de l'analyse conjoncturelle et de la prévision macroéconomique. Les Comores, Madagascar et la Centrafrique n'étaient pas représentés. La Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), la Commission Economique des nations Unies pour l'Afrique Centrale (CEA BSR-AC) ont également pris part aux travaux.

Ce séminaire visait plusieurs objectifs spécifiques. Il s'agissait de :

- Présenter la situation conjoncturelle au premier semestre 2023 et les prévisions de la période 2023-2024 des Etats, en vue de faciliter les travaux de suivi de la Commission de la CEMAC, d'AFRISTAT, d'AFRITAC Centre, de la BEAC et des autres institutions sous régionales et régionales ;
- Identifier, dans l'évolution récente de la conjoncture économique, les éléments qui déterminent le niveau des agrégats macroéconomiques de l'année 2023, et voir, dans quelle mesure, ils conduisent à réviser les prévisions des années 2023 et 2024, élaborées au second semestre de l'année 2022 ;
- Echanger sur l'inflation actuelle dans les Etats, les mesures prises pour réguler les subventions des produits pétroliers et l'incidence sur le cadre macroéconomique global.